



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|--|---|
| Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D | Amendment No. - N° modif. 009 |
| Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915 | Date 2021-06-04 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352 | |
| File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-06-22 Heure Avancée de l'Est HAE | |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh | Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl |
| Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 () | FAX No. - N° de FAX () - |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

La présente modification 009 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. Afficher les questions et réponses

1. LES QUESTIONS ET RÉPONSES :

| Question # | Question | Réponse |
|------------|---|--|
| 104 | <p>En ce qui concerne la DP de la SNC, veuillez examiner la question no 94 du soumissionnaire (ci dessous). Il incombe à la GRC de répondre à cette question. Merci.</p> <p>Dans la modification 2 (Q et R no 6), l'État énonce que « tous les membres de la coentreprise devront détenir une cote de sécurité d'installation avant l'attribution du marché ».</p> <p>L'État pourrait-il préciser pourquoi cela est requis? Dans la même modification, à la Q et R no 7, on énonce ce qui suit : « Tous les membres de la coentreprise qui recevront ou entreposeront des renseignements ou des biens protégés ou classifiés dans leurs installations devront détenir une cote de sécurité d'accès aux données avant l'attribution du marché ». Comme les données seront uniquement hébergées dans les installations d'un des membres de la coentreprise, il ne semble pas nécessaire d'insister pour que chaque membre détienne une cote de sécurité d'installation.</p> | <p>L'autorisation de détenir des renseignements (ADR) et l'attestation de sécurité sont deux types d'autorisation distinctes. Seuls les fournisseurs qui stockeront ou traiteront des données de nature sensible dans leurs installations doivent disposer d'une ADR, laquelle est propre au site et a trait aux mesures de protection physiques applicables à l'emplacement. L'attestation de sécurité, quant à elle, concerne le personnel de l'organisation, et non ses installations. Le processus comprend le filtrage de sécurité des cadres supérieurs clés et des agents de sécurité de l'entreprise, l'examen de la structure organisationnelle, etc. Il s'agit là d'une obligation pour que tout employé du fournisseur puisse détenir les cotes de sécurité appropriées et accéder aux données de nature sensible.</p> <p>Le libellé de la clause d'exigence de sécurité restera inchangé. L'attestation de sécurité n'est pas seulement requise pour le stockage et la réception d'informations protégées sur le site d'un fournisseur. La LVERS indique que l'attestation de sécurité est nécessaire pour obtenir le contrat.</p> |

| Question # | Question | Réponse |
|------------|--|--|
| | Le soumissionnaire demande que l'exigence selon laquelle « tous les membres de la coentreprise devront détenir une cote de sécurité d'installation avant l'attribution du marché » soit reformulée pour correspondre à l'exigence relative à la cote de sécurité d'accès aux données, à savoir : « Tous les membres de la coentreprise qui recevront ou entreposeront des renseignements ou des biens protégés ou classifiés dans leurs installations devront détenir une cote de sécurité d'installation avant l'attribution du marché ». | |
| 105 | Le soumissionnaire devrait-il interpréter le tableau G 1 de l'appendice G comme étant tout service infonuagique hébergé dans l'espace infonuagique Protégé B de la GRC, et le tableau G 2 de l'appendice G comme étant tout service infonuagique hébergé à l'extérieur de l'espace infonuagique Protégé B de la GRC? Veuillez confirmer. | Le Canada confirme que les soumissionnaires doivent indiquer au tableau G-1 tous les services d'infrastructure infonuagique et toutes les ressources que la GRC doit fournir selon l'exigence du soumissionnaire afin de fonctionner et d'appuyer la solution de l'entrepreneur. Le Canada confirme également que le tableau G-2 sert à fournir les détails et les renvois aux services infonuagiques hébergés à l'extérieur de l'espace infonuagique Protégé B de la GRC. |

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.